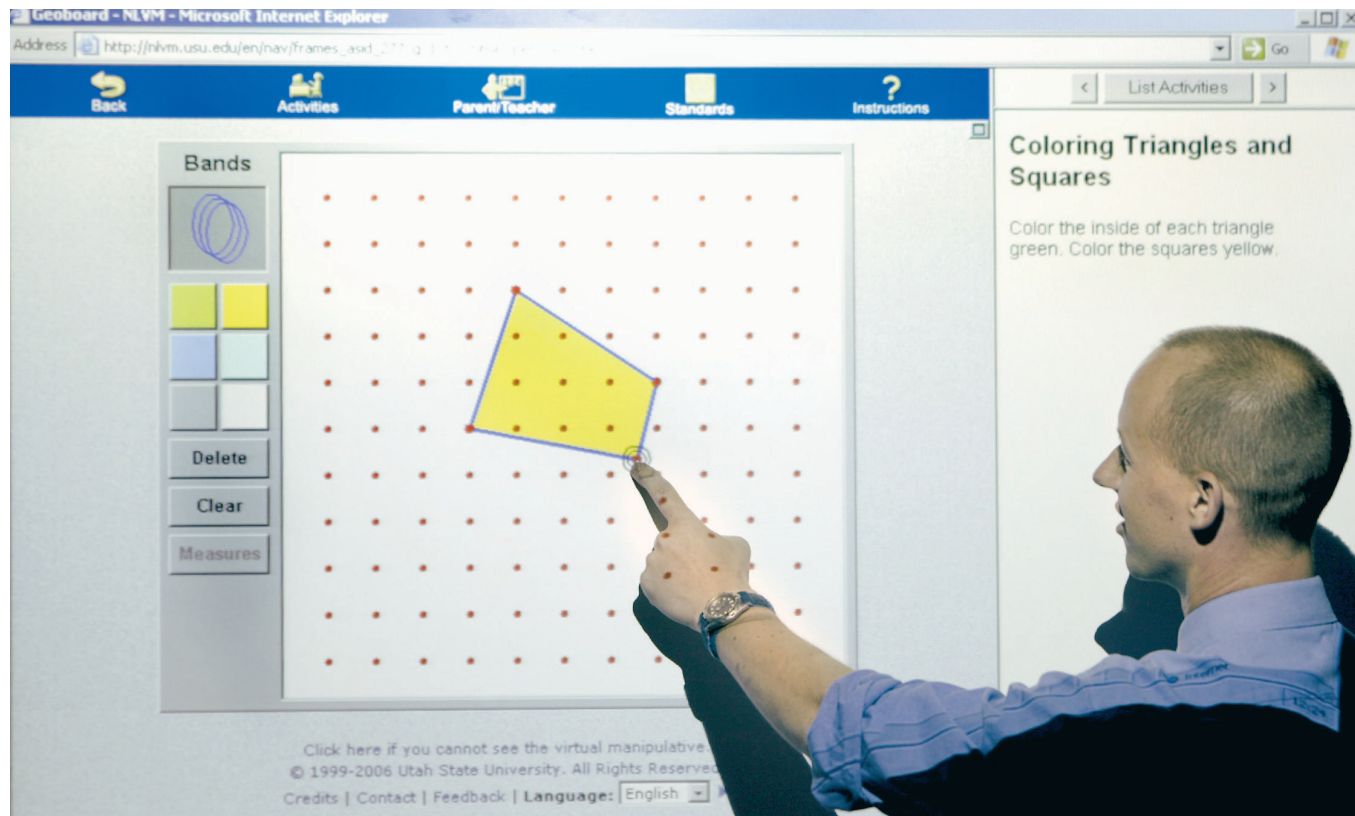


ENSEIGNEMENT En France, l'utilisation des nouvelles technologies à l'école et à l'université est encore brouillonne. Mais ce retard est peut-être une chance...

Education et high-tech : je t'aime, moi non plus

Enthousiaste, François Hollande, président du Conseil général de la Corrèze, a révélé, il y a quelques jours, le lancement d'un appel d'offres en vue d'équiper très rapidement tous les élèves de sixième du département d'une tablette tactile. Quelques semaines auparavant, le Conseil général des Hauts-de-Seine, présidé par Patrick Devedjian, avait annoncé la distribution de deux iPad dans chacun des 133 collèges publics et privés du département. Un peu partout en France, les nouvelles technologies font donc leur entrée dans le secondaire et à l'université : tableaux blancs interactifs (TBI) pour appuyer une leçon de géographie, réseaux sociaux pour communiquer avec tous les étudiants d'une même région, espace numérique de travail (ENT) permettant aux parents de suivre les absences, cours de fac à télécharger en podcast...

Début septembre, Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, tout aussi enthousiaste, estimait qu'un « seuil psychologique avait été franchi chez les enseignants et les étudiants français pour l'utilisation des nouvelles technologies », avec, par exemple, 30.000 cours disponibles en podcast. Et Luc Chatel, ministre de l'Education nationale, a promis qu'à la rentrée



L'usage du tableau blanc interactif (TBI) est déjà très répandu en Angleterre. Avec des résultats mitigés en termes de pédagogie.

2011, un cahier de textes numérique aurait remplacé le cahier papier dans les collèges et lycées.

Equipement : peut mieux faire

Officiellement, la France est donc à la pointe des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'éducation. Pourtant, beaucoup d'experts pensent le contraire... Côté matériel, les chiffres cités dans « Réussir l'école numérique », un rapport parlementaire remis en février dernier par Jean-Michel Fourgous, député UMP des Yvelines, sont accablants. Deux exemples : les liaisons Internet et les ENT. « Avec seulement 75 % de ses établissements connectés en haut débit, la France se situe au 12^e rang européen », écrit le député. 98 % des collèges et lycées danois le sont déjà. Les ENT ? Fin 2009, 40,7 % des collèges et 45 % des lycées français en possédaient un. Au Royaume-Uni, 88 % des établissements secondaires en sont équipés ; 97 % au Danemark !

Même déception du côté des usages. « En France, c'est un peu l'arbre qui cache la forêt ; il y a pas mal d'expériences positives, mais les TIC ne sont pas assez généralisées et n'ont donc pas d'impact sur l'enseignement », résume Pierre Dillenbourg, professeur de technologies de formation à l'École polytechnique de Lausanne (EPL). Même le ministère de l'Éducation est

conscient de ce côté « brouillon » : un « Référentiel » de dix pages a été rédigé pour « aider les établissements à dresser un diagnostic sur la place du numérique ». « L'objectif est d'amener un peu de cohérence, explique un haut fonctionnaire. Il faut coordonner les investissements des collectivités, qui paient les équipements, avec les orientations promulguées par le gouvernement et le Parlement et mises en œuvre par les académies ! »

Université : en progrès

De ce tableau un peu sombre, seules quelques universités se détachent. Mais si elles ont massivement adopté les nouvelles technologies, c'est souvent parce que les amphithéâtres craquent. « A Grenoble, il n'y a plus, en première année de médecine et de pharmacie, de cours en grand amphithéâtre », explique Christophe Batier, responsable du service TIC de l'université Lyon-I. Les étudiants se voient remettre un DVD qu'ils doivent visionner avant d'être convoqués en petits groupes pour des séances d'explication et de tutorat. « A l'université, le podcast peut constituer une forme de tutorat personnalisé pour les étudiants de première année », reconnaît Valérie Pécresse.

Secondaire : besoin de soutien

Les enseignants les plus impliqués dans les TIC sont très criti-

ques vis-à-vis du « mammouth ». « En France, l'immobilisme a deux principales raisons, résume un enseignant expérimenté, également formateur en technologies. La hiérarchie du ministère de l'Éducation n'est pas au courant des mouvements de fond et ne descend même pas à écouter les profs de base qui utilisent les nouvelles technologies. Enfin, les syndicats freinent l'introduction des TIC. »

Au ministère de l'Éducation nationale, certains hauts fonctionnaires, sous couvert d'anonymat, reconnaissent que la pression est désormais trop forte sur les profs. « Les effectifs posent un vrai problème, admet un hiérarque. La norme, c'est désormais par classes 30 élèves au collège et 35 élèves au lycée. Or le numérique demande un accompagnement fort. » Un investissement supplémentaire qui n'est pas compensé par les gains de productivité permis par les nouveaux outils. « Vous gagnez du temps dans la préparation, pas pendant le cours », conclut le haut fonctionnaire.

Même mea culpa chez les créateurs de contenu. « C'est aussi notre faute à nous, spécialistes des technologies de l'enseignement : nous n'avons pas réfléchi à des outils plus simples, reconnaît Pierre Dillenbourg. Devoir allumer tous les ordinateurs quinze

minutes avant un cours ne donne pas envie d'utiliser les TIC. »

Tirer les leçons de l'étranger

« La France a des atouts, estime cependant Jacques Delmas, enseignant français en poste dans un établissement de la Commission européenne, à Bruxelles, où il forme également ses confrères aux nouveaux outils. Nous avons de bons réseaux de communication, un bon taux de pénétration des TIC dans les foyers français et de bons techniciens, avec de bons projets. »

L'argent semble également disponible. Par exemple, en un an, dans le cadre du plan de relance, les universités ont bénéficié de 17 millions d'euros pour améliorer leurs couvertures Wi-Fi, créer des portails sur Internet (avec, entre autres, des cours en podcast) et développer de nouveaux usages sur les téléphones mobiles. Reste à bien choisir les investissements, en tirant des leçons des expériences étrangères.

« Les Anglais ont beaucoup investi dans les tableaux blancs interactifs : ils en reviennent, car ils se sont rendu compte que les gains en termes de pédagogie étaient faibles », indique un spécialiste. « Quand vous mettez un TBI dans une classe, les élèves prêtent plus attention, mais cela ne veut pas dire qu'ils apprennent mieux », confirme Florence Comblat, responsa-

ble du développement numérique chez Magnard-Vuibert.

Pour l'instant, le ministère et les collectivités locales, soutenus par la Caisse des Dépôts, veulent mettre l'accent sur les espaces numériques de travail. « L'idée, c'est de relier de façon électronique toutes les communautés pédagogiques entre elles : enseignants, administration, élèves et parents », explique Joël Boissière, responsable du pôle e-éducation à la Caisse des Dépôts, qui espère qu'ensuite la mayonnaise prendra. « Attention à ce que les ENT ne soient pas qu'une plateforme d'information, prévient Raphaël Biojout, responsable pour la France d'Itslearning, une société norvégienne spécialisée dans les ENT. En Scandinavie, où ils ont beaucoup de succès, y compris à l'université, ils servent surtout de plateforme d'apprentissage. » Collégiens, lycéens ou étudiants y font leurs devoirs et collaborent en ligne avec leurs camarades...

JACQUES HENNO